



des asperges.... au nucléaire

En décembre 1973, le préfet de la Gironde annonce : « Messieurs les élus, une centrale nucléaire va être installée à Braud et Saint-Louis ». Braud et Saint-Louis est un petit village de 1 041 habitants, sur la rive droite de la Gironde, au nord de Bordeaux et à 70 kilomètres de ROYAN.

L'installation de la centrale se ferait dans d'anciens marais assainis et nécessiterait l'expropriation de 400 hectares si l'on en croit le chiffre avancé par le SYDAM (Syndicat de défense des agriculteurs menacés). Elle comporterait deux tranches : 2 réacteurs de 920 MW (millions de watts) plus 2 autres de 1 400 MW. Ces quatre réacteurs nucléaires seraient de type PWR (réacteur à eau pressurisée) mis au point par Westinghouse. La vapeur aussi produite serait refroidie en pompant, au rythme de 220 m³ par seconde, de l'eau de la Gironde rejetée ensuite avec une élévation de température de 10° à 12°.

L'EDF choisi son site ; le préfet affirme que sa décision ne peut plus être remise en cause... Pourtant, dès juillet 1974, les agriculteurs de la région, qui ne comprennent pas qu'on les chasse du jour au lendemain de leurs terres au nom de la nouvelle politique énergétique française « du tout nucléaire » s'organisent et forment le SYDAM.

L'information suit le courant, jusque chez les ostréiculteurs du bassin de Marennes Oleron, peu avant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique ouverte du 22 novembre jusqu'au 23 décembre 1974. Un comité contre le danger nucléaire de la presqu'île d'Arvert se constitue, une série de réunions répandaient la nouvelle comme une traînée de poudre. Les résultats de cette « sensibilisation » ne se font pas attendre. Les municipalités de la zone côtière votent des délibérations hostiles ou se prononcent pour un moratoire. Les ostréiculteurs du bassin de Marennes Oleron et les paysans de Braud entrent en contact et unissent leurs forces.

Le 7 décembre, ils occupent la salle à manger du conseiller général de St Ciers Sur Gironde. Un premier meeting de protestation rassemble 1 500 personnes des jeunes et des moins jeunes, toutes générations confondues se rassemblent à Braud, le 14 décembre pour protester contre l'installation de la centrale. Les comités contre le danger nucléaire nouvellement créés entre Bordeaux et Marennes mettent en place un collectif pour coordonner l'action et l'information. Ils font même parvenir une bour-

riche d'huîtres et quelques bouteilles de vin de Braud à Giscard pour qu'il sache bien que la qualité de la vie, ce n'est pas seulement l'affaire du ministre Jarrot.

Entre temps, 30 000 personnes signent une pétition transmise à la commission d'enquête d'utilité publique. Le 20 décembre de Lipkowski, ancien ministre UDR du cabinet Messmer et maire de ROYAN, s'invite même à une réunion du comité de la ville pour dénoncer publiquement « **la politique du fait accompli de l'administration** » !

Le préfet de Charente-Maritime s'émeut le 15 janvier, à Royan, il réunit, en « privé », les responsables de la pêche, de l'ostréiculture, de l'agriculture, les élus locaux du littoral charentais et des « pontes » de l'EDF. Alertés, les comités invitent le professeur Lebreton (biologiste et ingénieur du CJEA) et annoncent que la réunion serait **publique et contradictoire**. Ils investissent le Palais des Congrès : les responsables de l'EDF bredouillent devant 1 500 auditeurs de vagues assurances écologiques tellement peu rassurantes que plus de la moitié des participants à la réunion officielle organisent une contre-réunion dans un cinéma de la ville. Enfin, le 26 janvier 1975, 3 000 opposants, venant des quatre coins de la Gironde et de la Charente-Maritime chantent à Braud : « **Les centrales dans le trou des Halles** », et plantent un « arbre de vie », un peuplier de 6 mètres, à l'endroit où des trépons forent le sol pour le compte de l'EDF et entendent l'engagement symbolique des agriculteurs menacés d'expropriation : « nous garderons nos terres ».

Bien sûr, le mouvement populaire qui se développe ne répond pas encore aux questions que posent les militants PSU de ROYAN, engagés dans cette action anti-nucléaire. Comment passer du social au politique ? Mais il faut du temps pour faire prendre conscience aux détracteurs de l'énergie nucléaire que le refus d'accepter ce type de production implique nécessairement la prise du pouvoir par les travailleurs.

Section PSU de Royan,
fédération des Charentes ■